



DECLARATION POLITIQUE

Le lundi 27 mars 2017, les négociations politiques directes sous la médiation de la CENCO se sont clôturées sur fond de blocage. En conséquence, le RASSEMBLEMENT s'est réuni ce mercredi 29 mars 2017 sous la direction de son Président, Monsieur Félix TSHISEKEDI TSHILOMBO, pour procéder à l'évaluation sans complaisance du dialogue national et inclusif du Centre Interdiocésain dans lequel le peuple congolais a placé tous ses espoirs.

1. Le RASSEMBLEMENT exprime sa plus vive préoccupation face à la situation de chaos provoqué par la rupture, sans la signature de l'Arrangement particulier ad hoc, des discussions relatives aux modalités de mise en œuvre de l'Accord Politique Global et Inclusif du 31 décembre 2016.
2. Le RASSEMBLEMENT rappelle qu'il a souscrit au dialogue national inclusif organisé sous la médiation de la CENCO, conformément à la Résolution 2277 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, afin de donner une dernière chance à une sortie de crise apaisée par l'organisation d'élections crédibles en 2017 et ainsi, assurer un retour au fonctionnement régulier des Institutions de la République.
3. C'est dans ce cadre que le RASSEMBLEMENT a négocié l'Accord du 31 décembre 2016 articulé principalement autour de la tenue des élections présidentielle, législatives et provinciales au plus tard le 31 décembre 2017.
4. Accessoirement et en vue d'assurer uniquement la continuité de l'Etat et l'équilibre institutionnel et de préserver la paix civile, le RASSEMBLEMENT avait renoncé à son exigence initiale – par ailleurs largement soutenue par le peuple congolais - du départ de Monsieur Joseph Kabila de la Présidence de la République Démocratique du Congo à l'échéance de son deuxième et dernier mandat le 19 décembre 2016.
5. La contrepartie à cette concession faite à Monsieur Joseph KABILA a été le droit reconnu au RASSEMBLEMENT de diriger le Gouvernement de la République et de présenter, à cet effet, le Premier Ministre à sa nomination ainsi que le droit pour le RASSEMBLEMENT d'animer, par le Président de son Conseil des Sages, le Conseil National de Suivi de l'Accord et du processus électoral. (Cfr points III.3.3 et VI.2.2 de l'Accord du 31/12/2016).
6. Il apparait aujourd'hui que la bonne foi du RASSEMBLEMENT s'est butée à la mauvaise foi caractérisée de Monsieur Kabila qui ne veut pas quitter le pouvoir et par conséquent, sabote toute initiative tendant à organiser les élections crédibles pour une alternance démocratique en RDC.
7. Dès lors que le processus devant conduire à la mise en œuvre de l'Accord est ainsi compromis, le consensus dégagé pour l'acceptation de monsieur Joseph KABILA comme Chef de l'Etat pendant la courte période préélectorale et électorale est rompu.

8. Pour y parvenir, Monsieur Joseph KABILA et sa famille politique, déterminés plus que jamais à rester au pouvoir par la force, font fi des mesures de décrispation politique préconisées dans l'Accord. Ils orchestrent l'insécurité sur toute l'étendue du pays. Ils multiplient les violations massives des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Ils affichent une indifférence coupable face aux crimes de guerre et aux crimes contre l'humanité, crimes perpétrés ouvertement de manière systématique et générale dans le cadre des opérations militaires contre les populations civiles au Kasai. Bien plus, ils se distinguent par un cynisme criminel et une arrogance que rien ne peut justifier face à la paupérisation accélérée de nos concitoyens. Le tout dans le but d'empêcher la tenue des élections.
9. De tout ce qui précède, le RASSEMBLEMENT tire la conclusion que Monsieur Joseph KABILA ne veut ni de l'Accord du 31 décembre 2016 ni d'une issue pacifique à cette crise. Il n'a renoncé ni à son projet de rester indéfiniment au pouvoir ni à celui d'organiser à cet effet un référendum constitutionnel.
10. Le RASSEMBLEMENT rappelle à l'opinion nationale et internationale qu'en bloquant délibérément le processus électoral et en désacralisant les institutions républicaines, réduites en simple instrument de conservation du pouvoir, Monsieur Joseph KABILA, sa famille politique et leurs alliés sont les seuls responsables de la situation de crise politique, sécuritaire, économique et sociale que connaît actuellement la RDC et qui frappe durement le peuple congolais.
11. Dès lors, comme toutes les autres institutions de la République, Monsieur Kabila est dépourvu de toute légitimité. Il ne peut par conséquent s'ériger en arbitre d'une crise qu'il a intentionnellement créée. Monsieur Joseph Kabila est l'incarnation de la crise. Il ne peut en aucun cas en être la solution. N'est-il donc pas aujourd'hui, le problème congolais ?
12. Le 28 mars 2017, le peuple congolais ne s'est pas trompé en se mobilisant spontanément à Kinshasa comme à l'intérieur du pays contre les manœuvres du pouvoir tendant à empêcher la mise en œuvre de l'Accord du 31 décembre 2016. Il a ainsi démontré sa maturité et son engagement politique.
13. Le RASSEMBLEMENT réaffirme son attachement à l'Accord du 31 décembre 2016 et récuse toute solution initiée en dehors de sa mise en œuvre diligente et conforme. C'est pourquoi, face à la gravité de la situation, le RASSEMBLEMENT lance un appel solennel au peuple congolais à se prendre en charge et annonce le plan de mobilisation générale ci-après contre la tentative de restauration de la dictature en RD. Congo :
- A dater de ce jour, le RASSEMBLEMENT demande au peuple congolais de :
- I. Demeurer en état d'alerte et de résistance.
 - II. Contribuer à la réussite de la journée ville morte sur toute l'étendue du territoire national, le lundi 3 avril 2017 ;
 - III. Soutenir la grève générale décrétée par les syndicats le mercredi 5 avril 2017 ;

IV. Participer massivement à la marche pacifique annoncée par l'UDPS pour la date du 10 avril et d'autres manifestations publiques pacifiques pour revendiquer l'application de l'Accord de la Saint-Sylvestre du 10 au 24 avril 2017.

Fait à Kinshasa, le 29 mars 2017

Pour le Rassemblement
Le Président

Félix TSHISEKEDI-TSHILOMBO

